Hiver 2024/2025

Tendances conjoncturelles

Situation de l'économie suisse

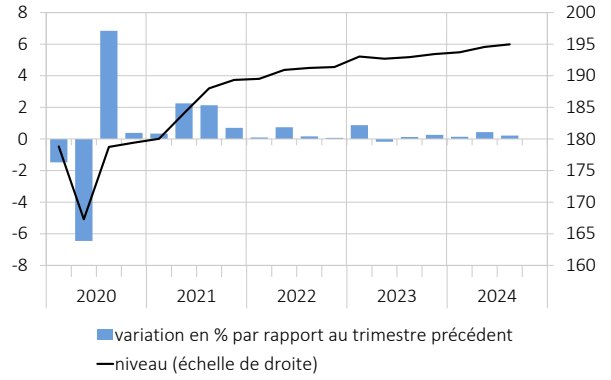
Publication du rapport complet (version en allemand) : 17 décembre 2024

Situation de l'économie suisse

Aperçu

La croissance économique de la Suisse a ralenti au 3e trimestre 2024. Le PIB corrigé des événements sportifs a progressé d'environ 0,2 %, contre 0,4 % au trimestre précédent (graphique 1).[1, 2] Ce résultat se situe dans la moyenne par rapport aux voisins immédiats de la Suisse : la France a enregistré une croissance plus forte, l'Allemagne une croissance un peu plus faible, et l'Italie une stagnation.[3] Les États-Unis, en particulier, ont enregistré une forte croissance au 3e trimestre.

graphique 1 : PIB
valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, niveau en mia de francs



source : SECO

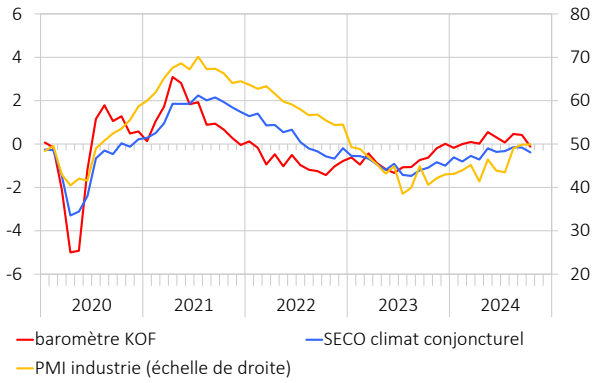
Soutenue par la demande intérieure, notamment la consommation, la croissance a été modérée. Les dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques ont augmenté. La forte baisse de l'inflation, la hausse de l'emploi et des rémunérations des salariés ont stabilisé la conjoncture intérieure. Le secteur de la construction a également connu un trimestre positif.

En revanche, le commerce extérieur a donné une impulsion négative : la forte hausse du trimestre précédent a été suivie, comme on pouvait s'y attendre, d'un fort mouvement inverse des exportations de marchandises. L'industrie chimique et pharmaceutique est le principal vecteur de l'évolution particulièrement volatile des chiffres du commerce extérieur.

Les secteurs des exportations de marchandises plus sensibles aux fluctuations conjoncturelles, notamment l'industrie des métaux et des machines, évoluaient faiblement depuis plusieurs trimestres et ont récemment enregistré un recul. En conséquence, l'industrie manufacturière hors chimie/pharma a clôturé le 3e trimestre sur un net recul, reflétant la faiblesse industrielle dans d'autres pays européens. Néanmoins, les chiffres du commerce extérieur disponibles à ce jour pour le mois d'octobre indiquent une évolution plus favorable.

Concernant le proche avenir, les principaux indicateurs ne laissent entrevoir qu'une croissance économique modérée. Depuis le plancher de l'année dernière, on observe une certaine amélioration du climat de confiance, mais les indicateurs les plus récents ont surtout évolué latéralement (graphique 2).

graphique 2 : Indicateurs conjoncturels Suisse
baromètre KOF, climat conjoncturel SECO : moyenne = 0 ; PMI : seuil de croissance = 50



sources : KOF, SECO, UBS/Procure

[1] L'estimation rapide du PIB au 3e trimestre publiée le 15 novembre a donc été confirmée. Non corrigé des événements sportifs, le PIB a progressé de 0,4 % au 3e trimestre, contre 0,6 % au trimestre précédent.
[2] Sont décrits ici les taux de variation par rapport au trimestre précédent des agrégats économiques réels, corrigés des variations saisonnières et calendaires et (le cas échéant) des événements sportifs. Les agrégats concernés par l'effet des événements sportifs sont : PIB, agrégat sectoriel « arts, spectacles et activités récréatives », exportations et importations de services. Clôture de la rédaction du chapitre « Situation de l'économie suisse » : 22 novembre 2024.
[3] Selon les estimations rapides.

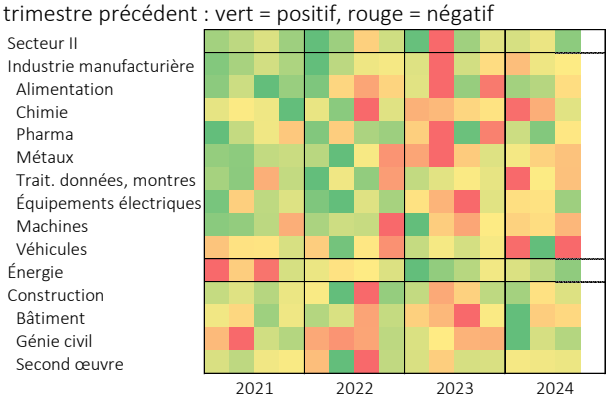
Produit intérieur brut

Production

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse, corrigé des événements sportifs, a augmenté de 0,2 % au 3e trimestre 2024 (graphique 1 et p. 8 ; non corrigé des événements sportifs : +0,4 %).

La valeur ajoutée dans l'**industrie manufacturière** (−1,1 %) a reculé au 3e trimestre. En effet, l'**industrie chimique et pharmaceutique** (+0,2 %) n'a connu qu'une légère croissance après un trimestre fort, tandis que les autres branches industrielles ont à nouveau enregistré une baisse de la valeur ajoutée dans le contexte de la faiblesse des exportations. Les chiffres d'affaires nominaux dans ces branches industrielles, sensibles par nature aux cycles économiques, n'ont de nouveau augmenté que modérément : dans l'industrie automobile et dans celle des machines et de la métallurgie, ainsi que dans le secteur de l'horlogerie et des appareils de traitement de données, les chiffres d'affaires ont, dans certains cas, nettement reculé. Une lueur d'espoir émane toutefois du secteur des équipements électriques, où les chiffres d'affaires ont progressé pour le deuxième trimestre consécutif (graphique 3).

graphique 3 : Chiffres d'affaires dans l'industrie
valeurs nominales désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent : vert = positif, rouge = négatif

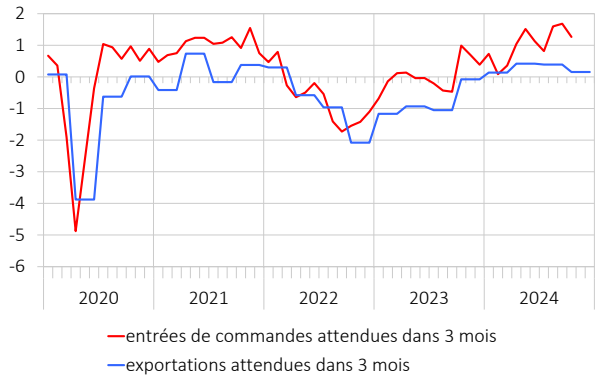


source : OFS

Au seuil du 4e trimestre 2024, les indicateurs usuels de l'industrie manufacturière disponibles à ce jour dessinent un tableau un peu plus positif pour la fin de l'année. En effet, les exportations de marchandises ont fortement augmenté en octobre, notamment celles de produits chimiques et pharmaceutiques.[4] Selon les récentes enquêtes du KOF, cette tendance positive pourrait se poursuivre dans les mois à venir, avec des prévisions d'exportations et d'entrées de commandes supérieures à la moyenne à long terme (graphique 4).[5] Néanmoins, l'environnement macroéconomique reste exigeant pour l'industrie manufacturière : la demande étrangère demeure modérée, les incertitudes géopolitiques sont toujours importantes, et la force du franc suisse pèse sur la compétitivité-prix des entreprises.

Dans le **secteur de la construction**, la valeur ajoutée a progressé au 3e trimestre (+0,8). Les chiffres d'affaires ont augmenté dans le génie civil et le second œuvre, mais se sont contractés dans le bâtiment. Dans le **secteur de l'énergie**, la valeur ajoutée a connu une forte hausse (+8,2 %). En raison des fortes précipitations en juin, les lacs de retenue ont atteint un niveau très élevé dès le mois de juillet, si bien que les centrales à accumulation ont enregistré des valeurs de production extraordinaires pendant les mois d'été. Dans l'ensemble, le **secteur secondaire** a néanmoins fourni une contribution légèrement négative à la croissance du PIB.

graphique 4 : Indicateurs du développement industriel
valeurs désaisonnalisées, soldes standardisés



source : KOF

En revanche, le **secteur des services** a donné une impulsion positive. Avec une contribution à la croissance de 0,2 point de pourcentage, ce secteur a connu une évolution légèrement inférieure à sa moyenne historique.

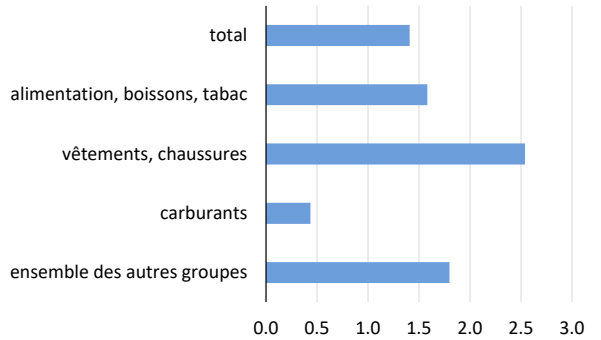
Cette tendance positive est essentiellement imputable au **commerce** (+1,4 %). La valeur ajoutée du **commerce de détail** (+1,0 %) a enregistré une croissance considé-

[4] https://www.bazg.admin.ch/bazg/fr/home/actualites/informations-destinees-aux-medias/communiques-de-presse/statistique-du-commerce-exterieur.msg-id-103176.html.
[5] https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/communiques-de-presse/2024/11/kof-enquetes-conjoncturelles-manque-de-stabilite-pour-la-reprise-de-leconomie-suisse.html.

rable, soutenue par une forte hausse des chiffres d'affaires, supérieure à la moyenne, au 3e trimestre 2024. Tous les groupes de biens ont connu une croissance supérieure à la moyenne. Les chiffres d'affaires de l'habillement et des chaussures ont affiché une croissance particulièrement forte. En outre, les chiffres d'affaires des carburants ont enregistré une hausse pour la première fois depuis un an (graphique 5). Ce résultat positif peut s'expliquer tant par la baisse de l'inflation que par la croissance continue de l'emploi. Selon l'enquête du KOF d'octobre, les détaillants restent confiants quant à l'évolution de leurs chiffres d'affaires dans un avenir proche.

graphique 5 : Chiffres d'affaires du commerce de détail au 3e trimestre 2024

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

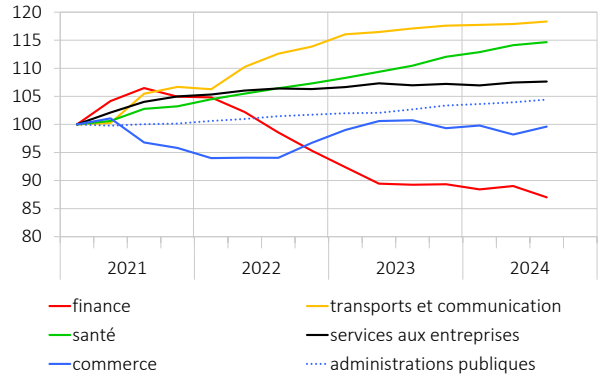


source : OFS

La valeur ajoutée dans le **secteur des transports et des communications** (+0,4 %) n'a que légèrement progressé. En effet, le transport de voyageurs a connu une évolution modérée tandis que le volume de marchandises transportées a légèrement faibli en raison du manque de dynamisme de l'industrie. En revanche, dans le **secteur de l'hôtellerie et de la restauration**, la valeur ajoutée a diminué (−1,0 %). Au 3e trimestre, le nombre total de nuitées a légèrement fléchi. Bien que le nombre de visiteurs étrangers ait augmenté, le nombre de nuitées hôtelières de résidents suisses a diminué.

graphique 6 : Valeur ajoutée, secteurs des services

valeurs réelles désaisonnalisées, 1er trimestre 2021 = 100



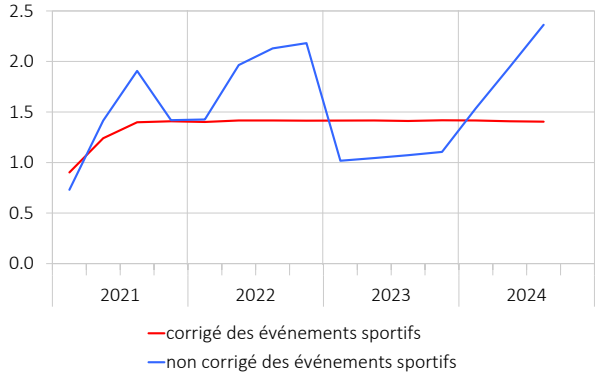
source : SECO

Les autres branches des services ont pour la plupart marqué une croissance au 3e trimestre (graphique 6). Dans le **secteur de la santé et de l'action sociale** (+0,5 %), les **services liés aux entreprises** (+0,2 %) et l'**administration publique** (+0,5 %), la valeur ajoutée a évolué positivement, mais à un rythme modéré. En revanche, la valeur ajoutée des **services financiers** a considérablement diminué (−2,3 %) en raison de la décélération des activités de commission.

Le secteur **des arts, spectacles et activités récréatives** a enregistré un léger recul de la valeur ajoutée (−0,3 %) corrigée des événements sportifs. La valeur ajoutée non corrigée des événements sportifs a toutefois continué d'augmenter fortement (+21,5 %). En 2024, la valeur ajoutée du secteur aura été tirée vers le haut sous les effets conjugués du championnat d'Europe de football en Allemagne et des Jeux olympiques d'été à Paris (graphique 7). Cet « effet des événements sportifs », de nature positive, augmente la croissance du PIB d'environ 0,2 point au 3e trimestre (graphique 8).

graphique 7 : Valeur ajoutée, secteur du divertissement

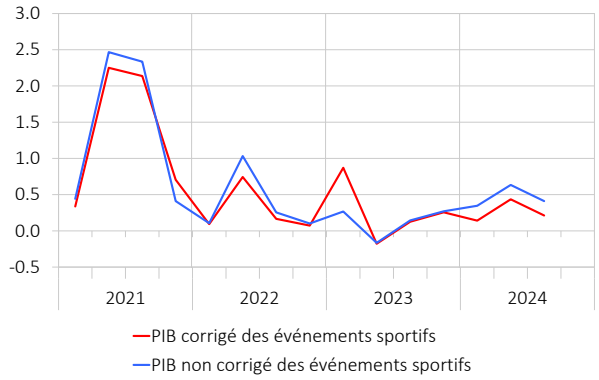
valeurs réelles désaisonnalisées, en mia de francs



source : SECO

graphique 8 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

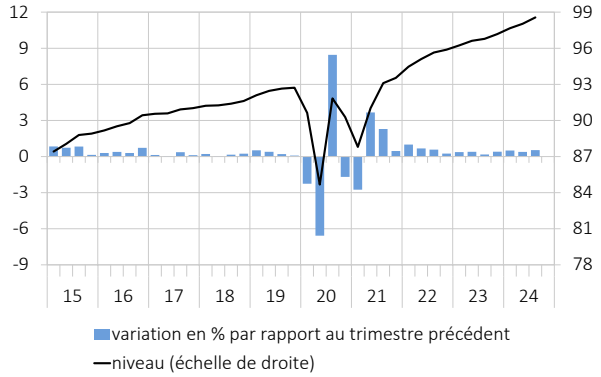
Dépenses

Consommation

La **consommation privée** a progressé de 0,5 % au 3e trimestre, un résultat supérieur à la moyenne (graphique 9 et p. 9 s.)[6].

La demande dans les rubriques du commerce de détail a nettement augmenté, notamment pour les produits alimentaires, l'habillement et l'ameublement. Les rubriques du logement et de la santé ont poursuivi leur évolution positive, soutenues également par la croissance démographique. En revanche, les dépenses de transport ont diminué, comme en témoigne la faible augmentation du nombre des immatriculations de voitures. Les dépenses de restauration et d'hébergement ont également diminué.

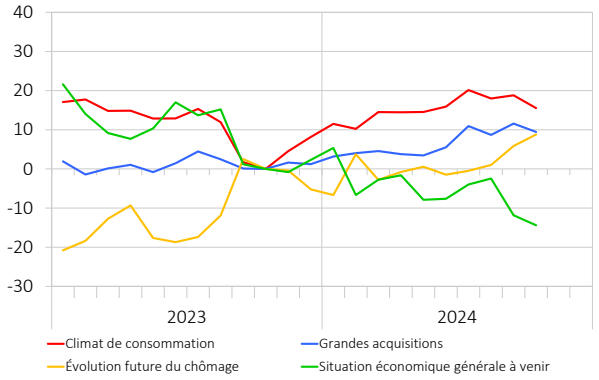
graphique 9 : Consommation privée
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

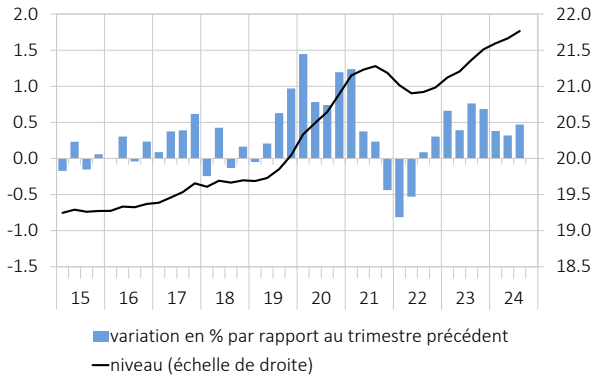
L'indice du climat de consommation, selon l'enquête d'octobre, se situe à −37 points, soit 16 points au-dessus de la valeur de l'année précédente (graphique 10).[7] En phase avec la légère augmentation du taux de chômage au cours des derniers mois, les appréciations concernant le marché du travail se sont quelque peu assombries, aussi bien en ce qui concerne la sécurité de l'emploi que l'évolution future des chiffres du chômage. En revanche, le développement économique général et la situation financière individuelle sont jugés plus favorables qu'il y a un an. La propension à faire des achats importants est également plus forte. Il est donc confirmé que le plancher du climat de confiance a été dépassé à l'automne 2023, bien qu'aucune amélioration récente n'ait été observée à cet égard.[8]

graphique 10 : Climat de consommation
indices, octobre 2023 = 0



source : SECO

graphique 11 : Consommation de l'État
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

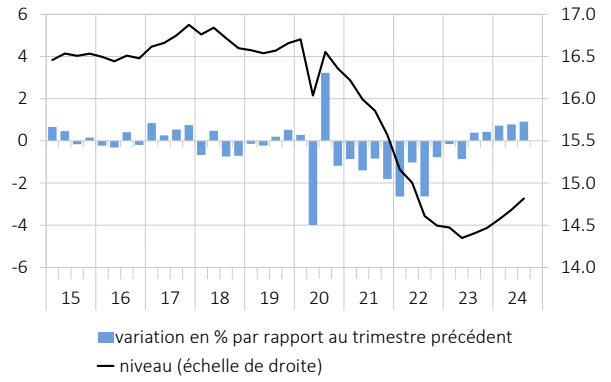
Les **dépenses de consommation des administrations publiques** ont augmenté de 0,5 % au 3e trimestre (graphique 11), un taux supérieur à la moyenne à long terme. L'augmentation nominale des dépenses a été contrebalancée par des hausses de prix, ce qui a freiné la progression en termes réels.

Investissements

Les **investissements dans la construction** ont augmenté de 0,9 % au 3e trimestre (graphique 12). Ils ont augmenté à la fois pour l'immobilier résidentiel et pour les autres constructions. Depuis quelques trimestres, on observe donc une certaine reprise des investissements dans la construction.

[6] Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.
[7] https://www.seco.admin.ch/climat-consommation.
[8] En 2024, par rapport aux mêmes mois de l'année précédente, le climat de consommation était supérieur de 17 points en septembre et de 16 points en octobre. La désaisonnalisation des données mensuelles sur le climat de consommation ne sera possible que lorsque des séries chronologiques suffisamment longues seront disponibles, c.-à.-d. dans quelques années. C'est pourquoi il est actuellement recommandé de se référer à des comparaisons par rapport à l'année précédente.

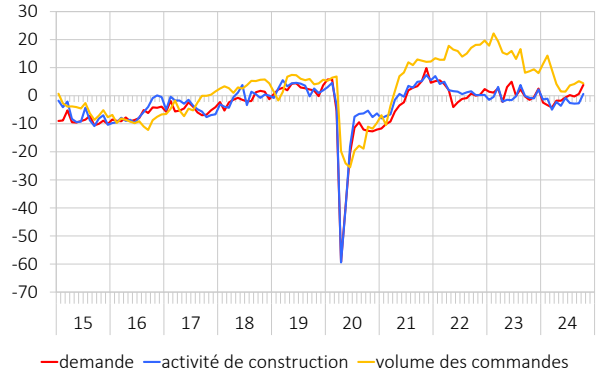
graphique 12 : Investissements dans la construction
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

Cette évolution se reflète également dans les données d'enquête. Bien que l'utilisation des capacités de production soit demeurée inférieure à la moyenne jusqu'aux dernières observations, les entreprises ont eu tendance à se montrer plus satisfaites de leurs carnets de commande actuels (graphique 13). La faiblesse de la demande est de moins en moins évoquée en tant qu'obstacle à la production. Les difficultés de financement le sont également moins souvent. Le principal obstacle reste la pénurie de main-d'œuvre, bien qu'elle soit nettement moins marquée qu'en 2022. Les entreprises sont en outre plus optimistes pour l'avenir : elles s'attendent généralement à une hausse de la demande et de l'activité de construction dans les prochains mois.

graphique 13 : Construction, indicateurs de confiance
soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois

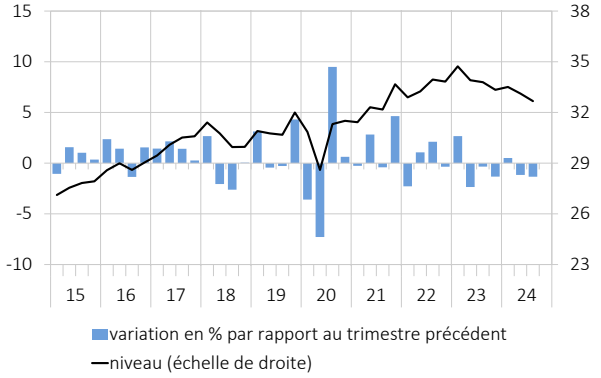


source : KOF

Les facteurs fondamentaux du marché immobilier suisse et les perspectives à moyen terme restent positifs. En effet, la population devrait avoir continué de croître jusqu'à la fin du 3e trimestre, ce qui pourrait soutenir la demande. Par ailleurs, le nombre des logements vacants a nettement diminué depuis 2021, en raison de la faible activité de construction résidentielle. En conséquence, les loyers proposés devraient continuer à augmenter et les immeubles de rendement regagner en intérêt aux yeux des investisseurs.

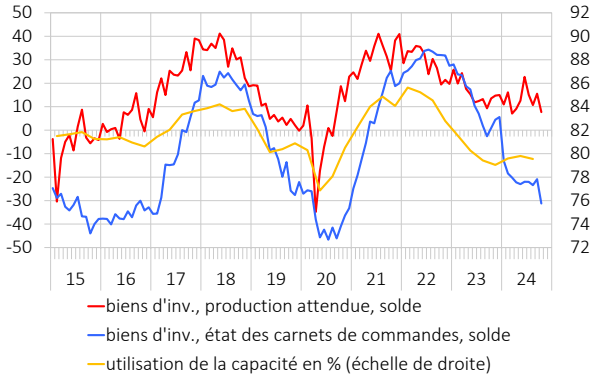
Les **investissements en biens d'équipement** ont reculé de 1,3 %, sur une large base, au 3e trimestre (graphique 14). Ils ont notamment diminué dans les rubriques des véhicules, des machines et de l'informatique.

graphique 14 : Investissements en biens d'équipement
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

graphique 15 : Indicateurs, industrie
valeurs désaisonnalisées ; utilisation de la capacité : industrie



source : KOF

Le climat d'investissement demeure morose. Bien que les indicateurs de confiance dans l'industrie se soient quelque peu redressés au cours des derniers mois, l'utilisation des capacités de production dans ce secteur reste faible (graphique 15). Les fabricants de biens d'investissement continuent de considérer la pénurie de la demande comme le principal obstacle à la production. L'évaluation des carnets de commande s'est encore nettement assombrie en octobre. De moins en moins d'entreprises s'attendent à une augmentation de la production dans les mois à venir. En revanche, les prévisions de commandes laissent espérer une reprise pour la suite.

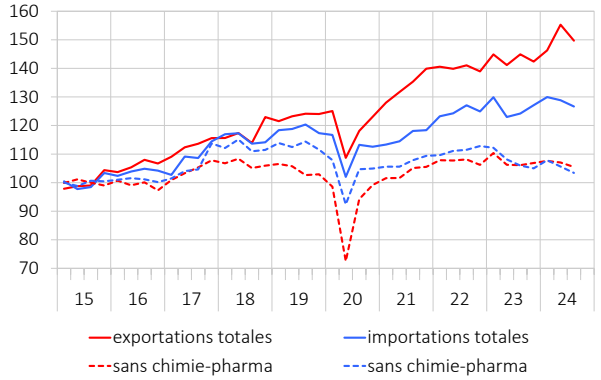
Commerce extérieur

Au 3e trimestre 2024, le commerce extérieur corrigé des événements sportifs a, dans l'ensemble, apporté une contribution négative à la croissance (v. aussi p. 9 s.).

Alors que le commerce de marchandises a donné une impulsion négative, le commerce des services a globalement contribué positivement à la croissance du PIB.

Fortes au trimestre précédent, les **exportations de marchandises**[9] ont reculé au 3e trimestre 2024 (−3,6 % ; graphique 16). La rubrique des produits chimiques et pharmaceutiques a joué un rôle important dans cette évolution, tout comme au trimestre précédent, où elle avait subi quelques corrections après une hausse exceptionnelle. Cependant, les derniers chiffres pour octobre indiquent à nouveau une phase positive. Même si l'on fait abstraction des produits chimiques et pharmaceutiques, qui sont peu sensibles à la conjoncture, les autres exportations de marchandises se sont également contractées. L'environnement international incertain et la faiblesse du climat économique dans l'industrie se reflètent notamment dans les exportations de machines et de métaux (graphique 17).

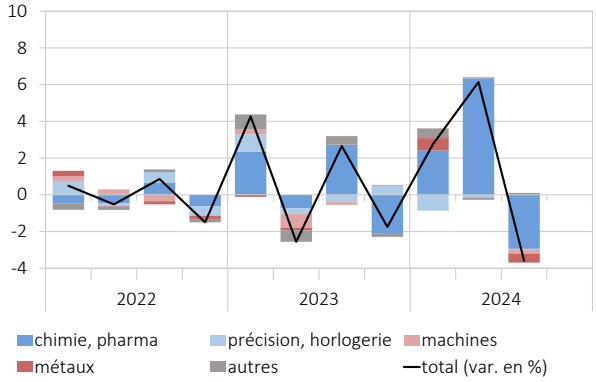
graphique 16 : Commerce extérieur de marchandises
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2015 = 100



source : SECO

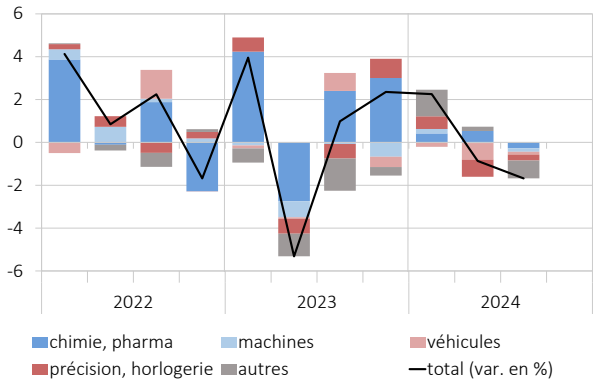
Les **importations de marchandises** ont diminué de 1,7 % au 3e trimestre 2024 (graphique 16). Outre les produits chimiques et pharmaceutiques, le recul des importations de marchandises résulte principalement de la baisse des importations d'énergie, d'instruments de précision, d'horlogerie et de bijouterie (graphique 18). Les importations de machines et de véhicules ont également diminué. Par conséquent, même à l'exclusion de la rubrique des produits chimiques et pharmaceutiques, les importations de marchandises ont diminué.

graphique 17 : Exportations de marchandises, contributions à la croissance
valeurs réelles désaisonnalisées, par rapport au trimestre précédent, en points de pourcentage



source : SECO

graphique 18 : Importations de marchandises, contributions à la croissance
valeurs réelles désaisonnalisées, par rapport au trimestre précédent, en points de pourcentage

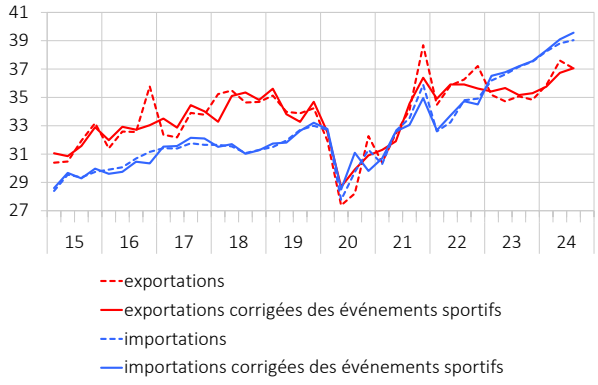


source : SECO

Au 3e trimestre, les **exportations de services** corrigées des événements sportifs ont progressé pour la troisième fois consécutive à un rythme supérieur à la moyenne (+0,9 %) (non corrigé des événements sportifs : −1,5 %, contre 4,9 % au trimestre précédent ; graphique 19). L'évolution des différentes rubriques n'a pas été uniforme. Alors que les services financiers, la recherche et développement ainsi que les services informatiques ont donné une impulsion négative, les licences et brevets, les services de transport et les services aux entreprises ont connu une croissance. Les exportations touristiques ont également enregistré une évolution positive. En accord avec cette tendance, les nuitées de visiteurs étrangers ont augmenté au 3e trimestre (graphique 20), sous l'affluence, en particulier, de voyageurs en provenance des États-Unis et des pays d'Europe.

[9] Ci-après, afin de faciliter l'interprétation conjoncturelle, les exportations et importations de marchandises sont commentées à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences de définition et de déflation, les chiffres présentés ici diffèrent de ceux de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières. Les formes abrégées suivantes sont utilisées dans les graphiques : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique.

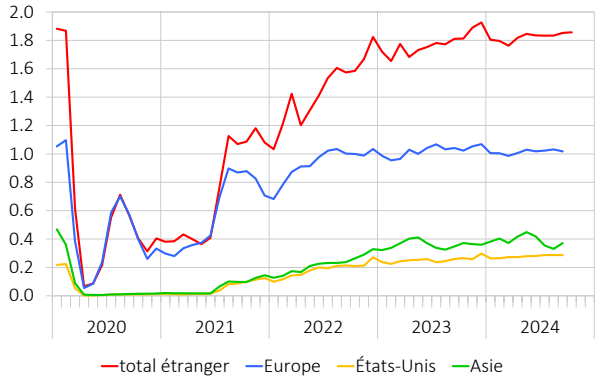
graphique 19 : Commerce extérieur de services
valeurs réelles désaisonnalisées, en mia de francs



source : SECO

Les **importations de services** ont augmenté de 1,2 % au 3e trimestre, contre 2,1 % au trimestre précédent (non corrigées des événements sportifs : 0,6 %, contre 1,5 % ; graphique 19). La croissance a notamment été portée par les services aux entreprises. Les importations touristiques, en revanche, ont stagné.

graphique 20 : Nuitées selon la provenance des touristes
valeurs désaisonnalisées, en mio



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

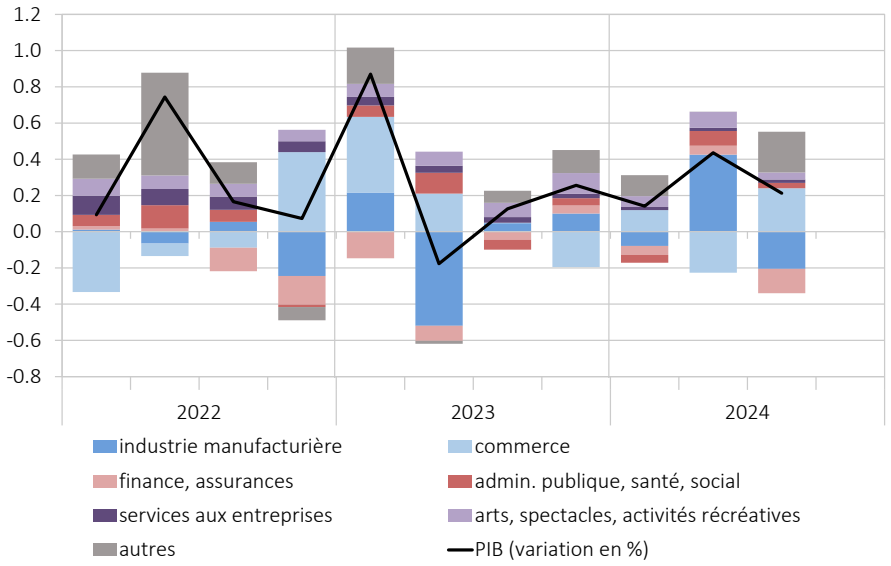
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	23:4	24:1	24:2	24:3
Produit intérieur brut*				
valeurs corrigées des événements sportifs	0.3	0.1	0.4	0.2
valeurs non corrigées des événements sportifs	0.3	0.3	0.6	0.4
Industrie manufacturière	0.6	-0.4	2.4	-1.1
Construction	0.2	1.1	0.0	0.8
Commerce	-1.4	0.5	-1.6	1.4
Hébergement, restauration	2.2	0.3	0.8	-1.0
Finance, assurances	0.3	-0.5	0.6	-1.1
Services aux entreprises	0.2	-0.2	0.5	0.2
Administration publique	0.7	0.2	0.3	0.5
Santé, social	1.4	0.7	1.1	0.5
Arts, spectacles, activités récréatives*				
valeurs corrigées des événements sportifs	0.5	-0.1	-0.6	-0.3
valeurs non corrigées des événements sportifs	3.0	39.1	26.6	21.5
Autres	0.6	0.5	-0.1	1.1

* Concernés par les effets des événements sportifs : PIB, agrégat sectoriel « Arts, spectacles, activités récréatives ».

source : SECO

graphique 21 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB
valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs,
variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction :** Noga 41 à 43 ; **Commerce :** Commerce; réparation d'automobiles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration :** Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances :** Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises :** Activités immobilières, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administrations publiques :** Noga 84 ; **Santé, social :** Santé humaine et activités sociales, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles et activités récréatives :** Noga 90 à 93 ; **Autres :** Agriculture, sylviculture et pêche, Noga 01 à 03 ; Industries extractives, Noga 05 à 09 ; Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution, Noga 35 à 39 ; Transports et entreposage, Noga 49 à 53 ; Information et communication, Noga 58 à 63 ; Enseignement, Noga 85 ; Autres activités de services, Noga 94 à 96 ; Activités des ménages en tant qu'employeurs et pour usage final propre, Noga 97 à 98 ; Impôts et subventions sur les produits.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	23:4	24:1	24:2	24:3
Produit intérieur brut*				
valeurs corrigées des événements sportifs	0.3	0.1	0.4	0.2
valeurs non corrigées des événements sportifs	0.3	0.3	0.6	0.4
Industrie manufacturière	0.6	-0.4	2.4	-1.1
Construction	0.2	1.1	0.0	0.8
Commerce	-1.4	0.5	-1.6	1.4
Hébergement, restauration	2.2	0.3	0.8	-1.0
Finance, assurances	0.3	-0.5	0.6	-1.1
Services aux entreprises	0.2	-0.2	0.5	0.2
Administration publique	0.7	0.2	0.3	0.5
Santé, social	1.4	0.7	1.1	0.5
Arts, spectacles, activités récréatives*				
valeurs corrigées des événements sportifs	0.5	-0.1	-0.6	-0.3
valeurs non corrigées des événements sportifs	3.0	39.1	26.6	21.5
Autres	0.6	0.5	-0.1	1.1

* Concernés par les effets des événements sportifs : PIB, agrégat sectoriel « Arts, spectacles, activités récréatives ».

source : SECO

tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées et (le cas échéant) corrigées des événements sportifs, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

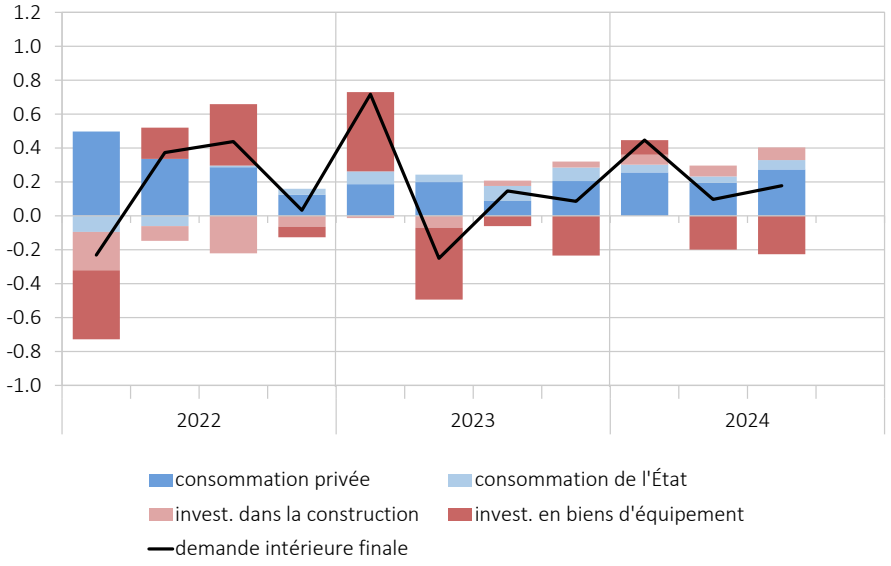
	2023:4	2024:1	2024:2	2024:3
Demande intérieure finale	0.1	0.4	0.1	0.2
Variation des stocks y compris erreur statistique*	-0.8	3.8	-2.1	1.3
Balance commerciale sans objets de valeur*	1.0	-4.2	2.4	-1.3

* Concernées par les effets des événements sportifs : variation des stocks y compris erreur statistique et balance commerciale sans objets de valeur

source : SECO

graphique 22 : Composantes de la demande intérieure finale

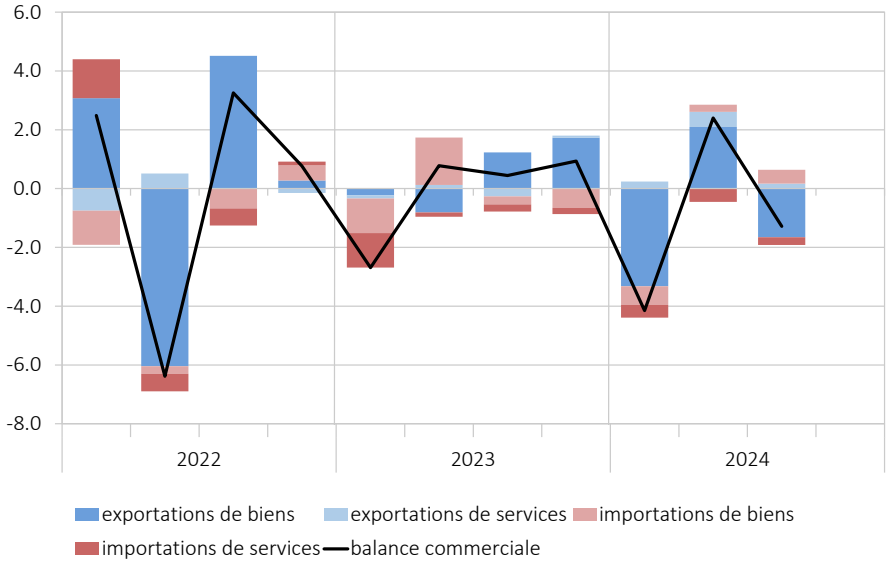
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 23 : Composantes de la balance commerciale

contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur

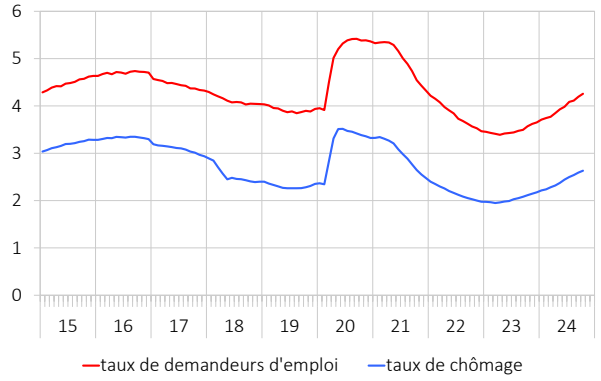


source : SECO

Marché du travail

En octobre 2024, le nombre de chômeurs a augmenté, en valeurs désaisonnalisées, de 1 800 par rapport à septembre 2024, atteignant ainsi le chiffre de 120 900 personnes. Le taux de chômage (TC) s'est élevé à 2,6 %, soit une hausse de 0,5 point par rapport au même mois de l'année précédente (graphique 24). De même, le nombre de demandeurs d'emploi[10], en valeurs désaisonnalisées, a augmenté de près de 2 900 en octobre 2024 par rapport au mois précédent, atteignant ainsi le chiffre de 195 700. Le taux des demandeurs d'emploi a atteint 4,3 %, dépassant ainsi de 0,7 point le niveau du même mois de l'année précédente. La tendance observée ces derniers mois s'est ainsi poursuivie sans changement.

graphique 24 : Chômage et demandeurs d'emploi
valeurs désaisonnalisées, taux en % de la population active

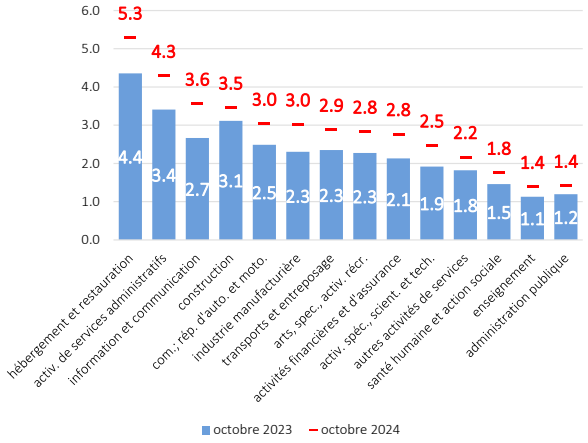


source : SECO

En octobre, le chômage a augmenté dans tous les secteurs et groupes de population. C'est dans les branches de l'information et de la communication, de l'hôtellerie et de la restauration et des autres activités de services que le taux de chômage a le plus augmenté par rapport au même mois de l'année précédente (+0,9 point de pourcentage chacun, graphique 25).

Les préinscriptions pour réduction de l'horaire de travail (IRHT) sont également reparties à la hausse depuis septembre, après plusieurs mois d'évolution latérale. En octobre, des indemnités RHT ont été accordées à 22 288 employés, soit environ 8 400 de plus qu'un an auparavant, et ce principalement dans l'industrie manufacturière. On sait d'expérience que les décomptes des IRHT ne sont effectués que pour une partie des employés préinscrits, par exemple pour 55 % d'entre eux au premier semestre 2024. Durant cette période, 80 % du chômage partiel décompté concernait des employés de l'industrie horlogère et de l'industrie MEM.

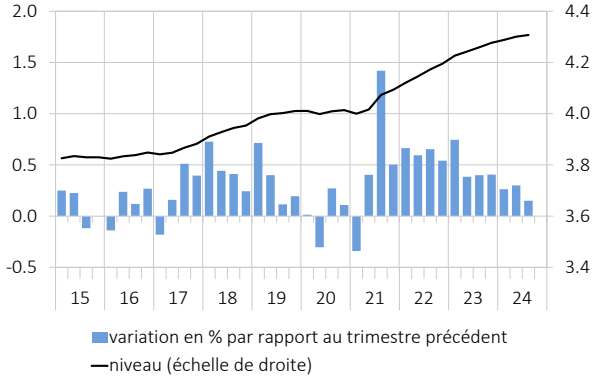
graphique 25 : Taux de chômage, diverses branches
valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



source : SECO

Par rapport au trimestre précédent, l'emploi en équivalents plein temps, en valeurs désaisonnalisées, n'a que faiblement progressé au 3e trimestre 2024, gagnant 0,15 % (graphique 26).[11] Aussi bien le secteur secondaire que le secteur tertiaire ont enregistré un ralentissement de la croissance de l'emploi au 3e trimestre (graphique 27).

graphique 26 : Emploi
valeurs désaisonnalisées, équivalents plein temps en mio



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Dans le secteur tertiaire, la santé et l'action sociale, ainsi que le transport et l'entreposage ont particulièrement

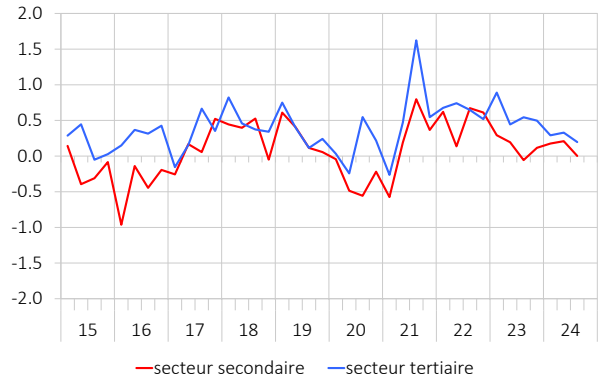
[10] Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison p. ex. d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

[11] La série temporelle sur l'emploi dans le secteur du placement et de la mise à disposition de personnel (Noga 78) a été corrigée séparément des variations saisonnières et aléatoires et additionnée aux autres séries désaisonnalisées.

contribué à l'évolution positive de l'emploi. À l'inverse, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, la location de services et le commerce de détail ont enregistré un recul tangible. Dans le secteur secondaire, la croissance de l'emploi s'est éteinte récemment, principalement du fait de l'industrie manufacturière, l'emploi ayant même reculé dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux. Le secteur de la construction a enregistré une légère hausse de l'emploi.

graphique 27 : Emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire

valeurs désaisonnalisées, en équivalents plein temps, variation en % par rapport au trimestre précédent

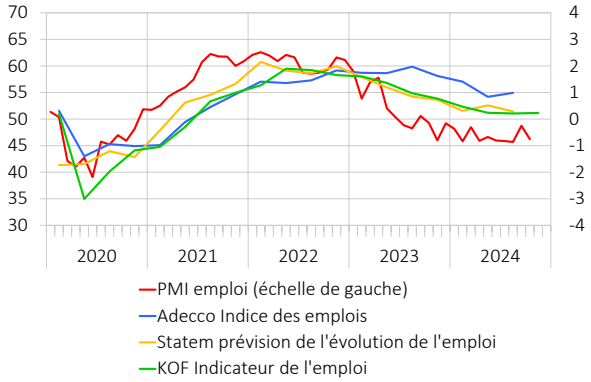


source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les principaux indicateurs relatifs à l'évolution de l'emploi montrent une tendance à la baisse, mais suggèrent qu'elle restera légèrement positive (graphique 28). En octobre, le sous-indice de l'indice des directeurs d'achat de l'industrie (PMI) était déjà depuis plus d'un an inférieur au seuil de croissance de 50 points, témoignant de la faiblesse persistante, voire du récent recul de l'activité dans le secteur secondaire. Les autres indicateurs de l'emploi, dans l'ensemble de l'économie, ont légèrement baissé mais se maintiennent toutefois juste au-dessus de la moyenne à long terme.

graphique 28 : Perspectives d'emploi

PMI : valeur mensuelle ; autres indices : valeurs trimestrielles standardisées



sources : CS/Procure, Adecco, OFS, KOF

Prix

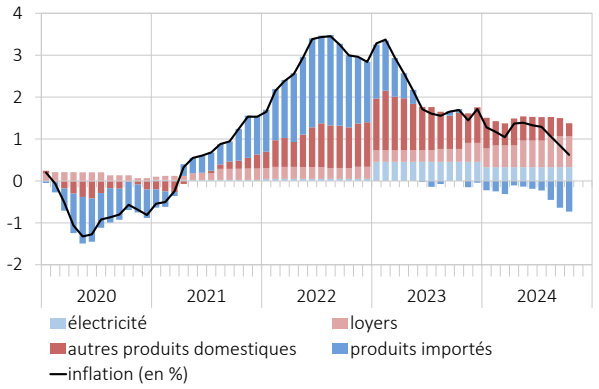
Depuis l'été, l'inflation a continué de baisser de manière substantielle en Suisse. À 0,6 % en octobre, elle n'avait plus été aussi basse depuis juin 2021. L'inflation sous-jacente (hors énergie, carburants et produits frais et saisonniers) a également continué de se replier pour atteindre 0,8 %.

Le recul de l'inflation s'explique principalement par les prix des produits pétroliers et des autres biens importés, ainsi que par l'appréciation du franc suisse. Dans l'ensemble, la contribution négative des biens importés à l'inflation en octobre (–0,7 point de pourcentage) a été la plus forte jamais enregistrée depuis décembre 2020 (graphique 29).

Par ailleurs, la contribution des biens intérieurs (« loyers », « électricité » et « autres biens intérieurs ») a quelque peu diminué récemment. En octobre, elle était encore au-dessus de la moyenne avec un résultat de 1,4 point de pourcentage.

La contribution des loyers est de 0,7 point de pourcentage depuis août. Par ailleurs, la hausse des tarifs de l'électricité intervenue début 2024 continue de contribuer à l'inflation à hauteur de 0,3 point de pourcentage. La contribution de la composante « autres biens domestiques » s'est en revanche résorbée en octobre pour atteindre son niveau le plus bas jamais observé depuis fin 2021 (graphique 29).

graphique 29 : Contributions à l'inflation
variation sur un an en points de pourcentage

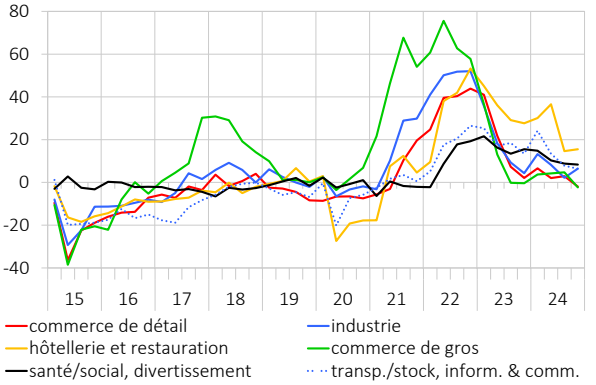


source : OFS (calculs : SECO)

Dans les prochains mois, les taux d'inflation devraient rester bas. En effet, compte tenu d'une baisse d'environ 10 %[12] en janvier 2025, les tarifs de l'électricité réduiront les chiffres de l'inflation d'environ 0,2 point de pourcentage l'année prochaine. Cela fait suite à une forte contribution positive des tarifs de l'électricité à l'inflation en 2023 et 2024. Au cours de l'année prochaine, le renchérissement des loyers devrait en outre s'atténuer. Quant à la hausse des salaires, qui devrait être de 1,4 % en moyenne[13], elle ne déclencherait pas de tendances inflationnistes.

Cette prévision est également conforme aux enquêtes menées auprès des entreprises, qui suggèrent que la tendance à la baisse des pressions inflationnistes se poursuivra. Dans le commerce de détail, où la concurrence est féroce, on escompte même une tendance à la baisse des prix (graphique 30). Dans l'ensemble, cela confirme que l'épisode inflationniste des années précédentes est désormais chose du passé.

graphique 30 : Prix de vente attendus par secteur
soldes, corrigés des variations saisonnières, évolution attendue pour les trois prochains mois



source : KOF

[12] V. https://www.elcom.admin.ch/elcom/fr/home/documentation/medienmitteilungen.msg-id-102234.html.
[13] V. https://www.ubs.com/global/fr/media/display-page-ndp/fr-20241107-outlook.html.